



# Amplifions la mobilisation pour le retrait de la loi ORE et des réformes de régression !

mardi 24 avril 2018, par [Bariaud](#)



Nos organisations se sont réunies ce 19 avril. Elles constatent que depuis le 3 avril 2018, les salariés de la SNCF sont puissamment mobilisés à l'appel de toutes leurs Fédérations. Les cheminot.es font bloc et ont repris leur grève massivement pour la quatrième fois les 18 et 19 avril. Leur combat pour la défense du service public du rail garanti par les statuts de ses agent.es est aussi le nôtre : ce sont les services publics accessibles à toutes et tous, garantis par les statuts de leurs agents, qui sont aujourd'hui dans le viseur de Macron. Nos organisations tiennent à apporter un soutien fraternel aux cheminot.es en grève et appellent à la solidarité financière pour alimenter les diverses caisses de grève.

Aujourd'hui, la mobilisation contre la sélection à l'université continue de s'étendre. Les lycéen.nes et étudiant.es sont venus en nombre dans les manifestations du 19 avril, aux côtés d'autres salarié.es

mobilisés : justice, hôpital, salarié.es de l'énergie, personnels des Ephad, retraités... Dans les établissements d'enseignement supérieur les AG se multiplient, les motions contre la loi ORE se comptent désormais par centaines et plus d'un tiers des universités sont mobilisées à des degrés divers avec des situations de blocage, partiel ou total. Des évacuations coordonnées des universités (Tolbiac, Lille, Strasbourg ...) se sont déroulées ces derniers jours : nous mettons en garde le gouvernement et les présidents d'université contre la tentation de la répression, comme ce fut le cas à Nanterre ou à Tolbiac contre les étudiant.es ou dans les rues de Tours contre les lycéen.nes. Contrairement à ce que martèle le gouvernement, la jeunesse mobilisée n'est pas constituée d' « agitateurs violents ». Ce sont des lycéen.nes et des étudiant.es. Les collègues engagés à leurs côtés ne sont pas non plus des « professionnels du désordre » mais des fonctionnaires qui défendent le service public.

Dans un tel contexte, nous réaffirmons notre soutien aux étudiant.es en lutte et aux lycéen.nes qui sont légitimement inquiets pour leurs études supérieures et leur avenir. Nous appelons les collègues à amplifier les AG et les réunions d'informations dans les lycées et les établissements d'enseignement supérieur afin de définir des actions qui peuvent être aussi communes avec celles des étudiant.es et lycéen.nes. Alors que des CIO vont être supprimés, nous alertons les lycéen.nes qui vont affronter très bientôt le mur de la sélection : dès le 22 mai des dizaines de milliers d'entre elles-eux découvriront qu'ils sont sans affectation et ils savent aujourd'hui que début septembre ils seront nombreux à recevoir un « NON », après avoir été mis en attente pendant des mois. Tout ceci est inadmissible.

Nous appelons les personnels, étudiant.es et lycéen.nes à rejoindre, étendre et renforcer le mouvement de contestation de la loi ORE, des réformes du Bac et du lycée ainsi que de toutes les contre-réformes du gouvernement. L'enjeu est clair : obtenir le retrait de ces réformes et mettre un coup d'arrêt à l'entreprise de casse des services publics de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

A cette fin nous appelons tous les collègues à participer massivement aux rassemblements et manifestations du 1er mai, ce 1er mai qui doit être massif et revendicatif. Nos organisations soutiennent et appellent à participer aux mobilisations et aux grèves du 3 mai.

19 avril 2018